



Chapitre C-40

LOI SUR LES COMPAGNIES DE CIMETIÈRE

SECTION I

DE LA FORMATION DE LA COMPAGNIE

Lettres patentes. **1.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut délivrer sous ses seing et sceau des lettres patentes à tout nombre de personnes n'étant pas moindre que trois et n'étant ni syndics pour aucune congrégation ou société religieuse, ni catholiques romaines, ni déjà constituées en corporation, qui demandent leur constitution en corporation dans le but d'établir, d'entretenir et d'administrer un cimetière.

Effet. Les lettres patentes délivrées par le ministre sous ses seing et sceau ont le même effet que si elles étaient délivrées par le lieutenant-gouverneur sous le grand sceau.

S. R. 1964, c. 307, a. 1; 1969, c. 26, a. 81; 1975, c. 76, a. 11.

Effet. **2.** Ces lettres patentes constituent les requérants qui ont signé la requête et le mémoire des conventions, et les personnes qui deviennent subséquemment membres de la corporation créée par telles lettres patentes, en corporation, sans capital-actions, pour les objets ci-dessus énumérés et pour nulle autre fin.

S. R. 1964, c. 307, a. 2.

Formalités. **3.** Pour obtenir ces lettres patentes les requérants doivent suivre les mêmes formalités, *mutatis mutandis*, que s'ils désiraient être constitués en corporation en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

S. R. 1964, c. 307, a. 3.

Preuve. **4.** Préalablement à l'obtention des lettres patentes, les requérants doivent établir, à la satisfaction du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, la vérité et la suffisance des faits énoncés dans leur requête et leur mémoire des conventions, leur bonne foi et l'absence d'objections provenant de l'intérêt public; et

le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières reçoit pour les fins ci-dessus et conserve en dépôt toutes dépositions nécessaires faites par écrit sous serment.

S. R. 1964, c. 307, a. 4; 1969, c. 26, a. 82; 1975, c. 76, a. 11.

Avis. Corporation.

5. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, aussitôt après l'octroi des lettres patentes, en donne avis par une insertion dans la *Gazette officielle du Québec*, et, sujet à cette publication mais à compter de la date des lettres patentes, les personnes dénommées dans ces lettres patentes ainsi que les autres personnes qui deviennent subséquemment membres de la corporation sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes.

S. R. 1964, c. 307, a. 5; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 83; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION II

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA COMPAGNIE

Dispositions applicables.

6. Sujet aux dispositions spéciales de la présente loi, la corporation est régie à tous égards par les lois qui régissent les corporations créées sous l'empire de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38). Cependant, outre les articles mentionnés dans l'article 224 de ladite Loi sur les compagnies, les articles et parties d'articles suivants de la partie I de ladite Loi sur les compagnies ne s'appliquent pas aux corporations constituées en vertu de la présente loi, savoir: le troisième alinéa de l'article 8; les articles 18 et 28; 31 (en autant que le droit général de vendre, d'aliéner ou d'hypothéquer l'immeuble sur lequel est établi le cimetière, est concerné); le paragraphe 1° de l'article 37; les sous-paragraphes *c* et *d* du paragraphe 1 de l'article 77 et les articles 87 et 105.

S. R. 1964, c. 307, a. 6.

Cimetière.

7. La corporation a le droit d'établir un cimetière mais la construction, l'entretien et l'usage de ce cimetière doivent être en conformité des lois générales qui concernent de semblables matières. Elle peut aussi, sujet à ces mêmes lois générales, changer le site de tout ou de partie de ce cimetière et l'agrandir, pourvu que la superficie totale ne dépasse jamais douze hectares.

S. R. 1964, c. 307, a. 7; 1977, c. 60, a. 63.

Insaisissabilité et
inaccessibilité.

8. L'immeuble sur lequel, conformément aux dispositions de la

présente loi, est établi un cimetière est insaisissable. Il est aussi incessible, sauf tel que prévu par la présente loi.

S. R. 1964, c. 307, a. 8.

Transfert. **9.** Le gouvernement peut, sur requête qui lui est présentée, autoriser la corporation à céder à l'oeuvre et fabrique d'une paroisse ou à toute autre autorité dûment constituée d'une dénomination religieuse quelconque, ou à toute autre compagnie ou association de cimetière, la totalité ou une partie de son cimetière, ou à en recevoir la cession de l'une d'elles.

S. R. 1964, c. 307, a. 9.

Application. **10.** Les compagnies de cimetière constituées sous la Loi des compagnies de cimetière avant le 3 juin 1929 sont régies par les dispositions de la présente loi.

S. R. 1964, c. 307, a. 10.

SECTION III

DE LA FORMATION D'UNE COMPAGNIE DE CIMETIÈRE DÉJÀ EXISTANT

Cimetière déjà existant.
Corporation. **11.** Lorsqu'il est démontré au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières qu'un cimetière, existant déjà, et n'appartenant pas à une congrégation ou société religieuse, ni à l'Église d'Angleterre, ni aux catholiques romains, ni à des personnes déjà constituées en corporation, est devenu, faute de contrôle, d'entretien et d'administration, dans un état délabré et disgracieux, le lieutenant-gouverneur peut, sous le grand sceau, accorder des lettres patentes constituant en corporation des personnes qui, au nombre d'au moins trois, en font la demande, pour en assumer le contrôle, l'entretien et l'administration et prélever les fonds nécessaires à cette fin, pourvu que, sauf les droits de contrôle, d'administration et d'entretien, rien de contenu dans la présente section ne puisse être interprété comme venant en conflit avec aucun droit de propriété du tout, d'une partie ou de quelques parties dudit cimetière.

Formalités. Pour obtenir leur constitution en corporation les requérants doivent suivre, *mutatis mutandis*, les formalités des articles 3, 4 et 5 de la présente loi.

Pouvoirs. La corporation possède ensuite tous les pouvoirs et est sujette à toutes les dispositions relatives aux cimetières mentionnés dans la présente loi.

S. R. 1964, c. 307, a. 11; 1969, c. 26, a. 84; 1975, c. 76, a. 11.

SECTION IV

DU TARIF D'HONORAIRES

Honoraires. **12.** Le gouvernement peut en tout temps et à différentes reprises établir, changer et régler les honoraires payables pour l'émission des lettres patentes prévues par les dispositions de la présente loi.

S. R. 1964, c. 307, a. 12.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 307 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-40 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 307

Chapitre C-40

**LOI DES COMPAGNIES
DE CIMETIÈRE**

**LOI SUR LES COMPA-
GNIES DE CIMETIÈRE**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 12

1 - 12

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

